

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 Chambéry

Chambéry, le 10/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BIOVAL**

Zone d'activités de la Grande Bellavarde  
73390 Chamoux-sur-Gelon

Références : [20240326-RAP-Inspection-BIOVAL-OCP2024.odt](#)  
Code AIOT : 0010700350

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2024 dans l'établissement BIOVAL implanté Zone d'activités de la Grande Bellavarde 73390 Chamoux-sur-Gelon. L'inspection a été annoncée le 08/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BIOVAL
- Zone d'activités de la Grande Bellavarde 73390 Chamoux-sur-Gelon
- Code AIOT : 0010700350
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BIOVAL, dont le siège social est établi au lieu dit Les trois Vallons, 38080 L'isle D'abeau, a repris en 2020 la partie des activités de production de CSR (combustible solide de récupération) anciennement exploitées par la société SIBUET.

Elle exploite donc régulièrement, sous couvert d'un arrêté préfectoral du 11 mai 2020, une installation de traitement de déchets non dangereux sur un site qui occupe une surface d'environ 26 000 m<sup>2</sup> et emploie 21 personnes.

L'activité de traitement de déchets non dangereux consiste à fabriquer du combustible de substitution (CSR) à l'usage des cimenteries avec des déchets issus des bennes « d'enfouissables » collectées dans les déchetteries du secteur, de déchets provenant d'industriels, et de déchets provenant de la filière de collecte des déchets d'équipements d'ameublement (DEA).

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024

- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 11/05/2020, article 3.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
7	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 11/05/2020, article 3.5	Sans objet
5	Respect des VLE et actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral du 11/05/2020, article 3.4.4	Sans objet
6	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
8	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée a permis de constater que les rejets aqueux de l'établissement BIOVAL, sis Chamoux-sur-Gelon ne présente pas de non-conformité majeure. En revanche, quelques points sont à retravailler et des actions sont attendues de la part de l'exploitant pour corriger les quelques non-conformités relevées.

Sous un délai de 3 mois :

- l'exploitant réalise un plan des réseaux actualisé, prenant en compte notamment les dernières évolutions/modifications en date. Ce plan des réseaux respectera par ailleurs les dispositions inscrites à l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2020 encadrant l'exploitation du site.

Au plus tard lors de la prochaine campagne d'analyse des effluents aqueux

- l'exploitant doit faire recours à un préleveur accrédité pour les analyses des rejets aqueux, à minima une fois tous les deux ans.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Plan des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2020, article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour (notamment après chaque modification notable), et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours et de la police de l'eau.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li> <li>• les dispositifs éventuels de protection de l'alimentation (cf. 8),</li> <li>• les secteurs collectés et les réseaux associés,</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, regards, points de branchement...),</li> <li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle</li> <li>• les points de rejet de toute nature.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté lors de l'inspection que le plan des réseaux n'était plus à jour suite aux dernières évolutions/modifications effectuées sur site.</p> <p>Les derniers travaux en date ont été finalisés courant été 2023.</p> <p>Un point de rejet désormais inutilisé a été obstrué par une plaque. L'exploitant n'a pas été en mesure de nous confirmer la bonne étanchéité de cette plaque en cas d'incendie.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Nous demandons à l'exploitant de tenir à disposition, dans un délai maximal de 3 mois, un plan des réseaux à jour comprenant notamment l'ensemble des éléments cités dans l'arrêté préfectoral du 11 mai 2020 encadrant l'exploitation du site.</p> <p>Nous demandons par ailleurs à l'exploitant de s'assurer de la bonne étanchéité de l'obstruction du point de rejet désormais inutilisé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.</p> <p>Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté d'anomalie particulière, ni de signe organoleptique au niveau des points de rejet.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Points de prélèvement aménagés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, nous avons constaté l'état des deux points de rejets du site. Ces deux points sont correctement accessibles et leur aménagement rend possible le prélèvement d'échantillons.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2020, article 3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant procède semestriellement, en période de fonctionnement normal des installations, à des analyses d'échantillons représentatifs des effluents rejetés selon les modes opératoires suivants [...]
<b>Constats :</b> L'établissement a réalisé, en 2023, les deux campagnes d'analyses (fréquence semestrielle) qui lui sont imposées par arrêté préfectoral du 11 mai 2020. La dernière campagne a été menée le 12 décembre 2023. L'exploitant a indiqué qu'une campagne avait été manquée en hiver 2022 par manque de pluie.  L'inspection rappelle à l'exploitant les obligations qui lui sont imposées par arrêté préfectoral du 11 mai 2020 au sujet de la périodicité de surveillance des rejets aqueux : en tout état de cause, des campagnes semestrielles doivent être menées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Respect des VLE et actions correctives en cas de dépassement**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2020, article 3.4.4

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE et actions correctives en cas de dépassement

Prescription contrôlée :

En sortie du dispositif interne de traitement, les eaux pluviales et le cas échéant, les eaux d'extinction d'incendie, doivent présenter les caractéristiques suivantes :

Paramètres	Concentration maximale (mg/L)
MEST	100
DCO	300
DBO <sub>5</sub>	100
Hydrocarbures totaux	10
Chrome hexavalent	0.1
Indice phénols	0.3
Cyanures totaux	0.1
AOX	5
Arsenic	0.1
Métaux totaux	15

Constats :

En 2023, la campagne menée lors du premier semestre n'a indiqué aucun dépassement en VLE sur les deux points des rejets. L'ensemble des paramètres prescrit par l'article 3.4.4 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2020 ont été analysés.

La campagne menée lors du second semestre (13/12/2023) relève un dépassement en DCO : valeur de 122 mg/L au lieu de 100 mg/L comme prescrit.

L'exploitant a pris en compte ce faible dépassement. Il indique lors de l'inspection que le paramètre DCO a tendance à être l'objet de quelques dépassements légers comme celui-ci. L'exploitant met en place semestriellement une campagne de curage des 5 séparateurs à hydrocarbures. A ce titre et en lien avec les résultats de l'analyse du 13 décembre 2023, le nettoyage des séparateurs a eu lieu le 26 février 2023 par la société SAVOIE VIDANGE ; la facture nous a été transmise par courriel postérieurement à l'inspection. Notons que l'exploitant nous a indiqué mettre aussi en place annuellement le nettoyage des réseaux.

Une nouvelle campagne de mesure a eu lieu le 18 mars 2024 ; celle-ci viendra confirmer le bon

effet des actions conduites par l'exploitant.
Nous rappelons à l'exploitant son devoir de transmission à l'inspection des installations classées des rapports d'analyse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Débit de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Débit de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m <sup>3</sup> . Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que le site ne rejette que des eaux pluviales, pas d'eaux industrielles. L'exploitant estime son débit de rejet à partir de sa consommation annuelle. Le débit de rejet est largement inférieur à 100 m <sup>3</sup> par jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Contrôle de recalage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de recalage
<b>Prescription contrôlée :</b> S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.  L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.  L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.  Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué, en raison de problème de logistique et de disponibilité, effectuer lui-même les prélèvements, conformément au guide que lui fourni son bureau d'étude. En ce sens, l'exploitant est sujet à un contrôle de recalage. Ce contrôle de recalage devra être effectué à minima une fois tous les deux ans.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'inspection demande à l'exploitant de faire recours à un préleveur accrédité pour les analyses des rejets aqueux, à minima une fois tous les deux ans.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

**N° 8 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que les premières mesures avaient été effectuées le 18 mars 2024 par le préleveur CERECO. Un bon de commande du 16 octobre 2023, transmis lors de l'inspection, a été passé pour les campagnes d'analyse PFAS, sur les deux points de rejet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite